



PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DIPP-BICPE/CD

**Arrêté préfectoral portant approbation
du Plan de Prévention des Risques Technologiques des établissements
ANTARGAZ à Thiant et ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES (EPV) à Haulchin
sur le territoire des communes de Haulchin, Thiant et Douchy-les-Mines**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- VU le code de l'environnement notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-25 et ses articles R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300-2 ;
- VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L. 15-8 ;
- VU la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations des établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin et notamment l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 ayant imposé des mesures complémentaires pour l'exploitation de l'établissement EPV ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 se substituant à l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 et portant création du comité local d'information et de concertation autour des établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin ;
- VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;
- VU l'arrêté préfectoral 2 décembre 2008 de prescription du plan de prévention des risques technologiques pour des établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin ;

VU les arrêtés préfectoraux de prorogation en date du 11 mai 2010 et du 24 mai 2011 portant le délai d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques des établissements ANTARGAZ et EPV de 18 à 36 mois ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Haulchin en date du 29 octobre 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

VU l'avis du conseil de la Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut en date du 13 octobre 2008 relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de la concertation autour du projet ;

Attendu que tout ou partie des communes de Thiant, Denain, Haulchin et Douchy-les-Mines sont susceptibles d'être soumises aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par des établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin classés « AS » au sens du code de l'environnement, générant des risques de suppression et n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

Attendu le recouvrement des zones d'effets générées par les établissements ANTARGAZ et EPV ;

Considérant que les établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers des établissements ANTARGAZ à Thiant et EPV à Haulchin et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

VU l'avis favorable des personnes et organismes associés, à savoir :

- Comité Local d'Information et Concertation (CLIC) des établissements ANTARGAZ et EPV : avis favorable dans sa séance du 10 décembre 2010 ;
- Société ANTARGAZ : avis réservé par courrier du 29 juin 2010 ;
- Société EPV : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Général du Nord ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) ou son représentant : avis favorable (assorti d'une proposition concernant les champs cultivés et de remarques notamment sur l'accompagnement de la mise en œuvre des mesures foncières) par délibération du 28 juin 2010 ;
- Le Maire de la commune de Thiant ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le Maire de la commune de Denain ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le Maire de la commune de Haulchin ou son représentant : le Maire a formulé son avis dans le registre de concertation de la mairie d'Haulchin ;
- Le Maire de la commune de Douchy-les-Mines ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 30 mars 2011 portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 avril 2011 prescrivant une enquête publique du 16 mai au 18 juin 2011 inclus sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques des établissements ANTARGAZ et EPV sur les communes de Thiant, Haulchin, Douchy-les-Mines et Denain ;

VU le rapport établi par le Commissaire Enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 18 juillet 2011 ;

VU les pièces du dossier ;

VU l'avis du sous-préfet de Valenciennes en date du 18 juillet 2011 ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord en date du 16 août 2011 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRETE

Article 1 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques des établissements ANTARGAZ à Thiant et ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES (EPV) à Haulchin annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126.1 du Code de l'Urbanisme et devra être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Thiant, Haulchin et Douchy-les-Mines.

Article 3 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption ;
 - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- une annexe au règlement décrivant les effets retenus dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

Le dossier sera tenu à disposition du public à la Préfecture du Nord ainsi que dans les mairies des communes de Thiant, Haulchin et Douchy-les-Mines, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

Article 5 :

Un extrait du présent arrêté sera publié en caractères apparents dans les journaux :

- La Croix du Nord
- La Gazette Nord – Pas-de-Calais.

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux des mairies de Thiant, Haulchin et Douchy-les-Mines, pendant un délai minimum d'un mois. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Article 6 :

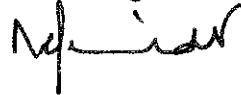
Le Directeur de Cabinet du Préfet du Nord, le Sous-Préfet de Valenciennes, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord, les chefs de services déconcentrés concernés, les maires des communes de Thiant, Haulchin et Douchy-les-Mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur de la société ANTARGAZ,
- Monsieur le directeur de la société EPV
- Monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- Monsieur le président du conseil régional du Nord/Pas-de-Calais ou son représentant,
- Monsieur le président du conseil général du Nord ou son représentant,
- Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Portes du Hainaut ou son représentant,
- Messieurs les membres du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) des établissements ANTARGAZ et EPV.

Lille, le 23 AOU 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Marc-Etienne PINAULDT

